

Impôt sur le revenu—Loi

Tant que le gouvernement n'offrira pas des stimulants concrets pour inciter les Canadiens à aller dans le Nord pour développer nos régions inexploitées, notre pays ne pourra pas atteindre un objectif à sa portée, celui de devenir l'une des véritables grandes nations du monde. C'est peut-être dû à la politique suivie par le gouvernement, mais la mise en valeur du Nord n'a fait que régresser. Ainsi, il y avait plus d'agriculteurs dans les Territoires du Nord-Ouest en 1930 qu'à l'heure actuelle. Le gouvernement actuel cherche délibérément à freiner l'expansion du Nord et à obliger les habitants de cette région à en partir, car il voudrait en faire une sorte de grand parc national à jamais consacré à la nature.

Le Canada ne peut pas se permettre ce genre de mise en valeur. Je ne veux pas dire que les Canadiens devraient se dépêcher de construire dans le Nord une infrastructure imposante pour piller les richesses de cette région. Je veux dire que, grâce à la technique et aux connaissances actuelles permettant d'exploiter ce genre de région tout en respectant les lois naturelles de l'environnement et de l'écologie, nous pouvons mettre le Nord en valeur de façon à offrir un meilleur avenir aux habitants de cette région, un avenir qui les traitera équitablement en matière d'imposition et qui sera profitable à l'ensemble du pays.

L'économie et les industries des grandes villes du Sud dépendent entièrement des richesses du Nord. Il est inadmissible et injuste d'aller dans le Nord uniquement pour piller cette région de ses richesses dans l'intérêt de ceux qui trouvent romantique de vivre dans un endroit reculé mais qui ne cherchent nullement à développer ou à peupler cette région du pays.

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Assiniboine): Monsieur l'Orateur, en participant cet après-midi au débat sur le bill C-54, tendant à modifier la législation statutaire relative à l'impôt sur le revenu, j'aimerais parler plus précisément des parties du bill qui concernent l'industrie pétrolière, des conséquences catastrophiques qu'auront le bill sur l'énergie et le bill à l'étude, sans oublier le fait que ces deux bills ne feront que retarder le jour où le Canada deviendra autarcique en matière d'énergie.

● (1550)

Un bon nombre d'experts dans tous les domaines au Canada ont passé au peigne fin et le budget, et le bill sur l'énergie et cette mesure-ci. Je n'ai pas encore déniché un seul rapport à l'appui de la teneur de ces bills, surtout du programme énergétique. Voici une citation tirée d'un reportage fait à Montréal la semaine passée dans lequel on relève les commentaires du nouveau président de la Chambre de commerce du Canada. Je cite:

D'après Stanley Roberts, président de la Chambre de commerce du Canada, le budget fédéral et le Programme énergétique national ont étouffé l'optimisme timide que ressentent les économistes canadiens il y a un an.

Jeudi, à l'occasion d'un colloque sur les mesures gouvernementales et leur impact sur le monde des affaires, M. Roberts a déclaré: «On nous a replongés dans le marasme économique et je doute que nous en sortions avant la seconde moitié de 1981». M. Roberts en était à sa première visite au Québec depuis sa nomination à la tête de cet organisme national.

«Le programme énergétique était conçu pour atteindre certains objectifs», a-t-il dit, «mais quelque chose de grave est intervenu entre le moment où on a défini les objectifs et le moment où on a élaboré les détails à l'appui, car ils sont tout à fait contradictoires.»

Les libéraux mettent constamment de l'avant cet ensemble de mesures énergétiques surtout parce qu'ils pensent que ces mesures capteront l'imagination des Canadiens, qui ont une profonde aversion pour les sociétés pétrolières et les multinationales. Les libéraux pensaient que le fait de présenter un programme visant à nationaliser l'industrie leur serait un grand atout politique. Ce projet a lamentablement échoué. Il a bien capté l'imagination des Canadiens, mais le public s'inquiète parce que le gouvernement refuse de faire marche arrière et de modifier son ensemble de mesures énergétiques et le bill fiscal à l'étude. Les motifs du gouvernement sont purement politiques. Le gouvernement pense que c'est le meilleur moyen d'aider le parti libéral. Peu lui importe que cela aide ou non le Canada.

M. Roberts a ensuite déclaré:

«Le programme est mal conçu. Personne, pas un seul journaliste, économiste ou observateur politique qui a examiné le programme et ses conséquences, ne l'appuie. Même les gens que le programme prétend aider n'en veulent pas. Il doit donc être rejeté.»

M. Roberts a aussi déclaré aux membres de la Chambre de commerce de Québec que «les prix du pétrole au Canada doivent augmenter beaucoup plus rapidement si nous voulons économiser efficacement nos ressources».

Il a toutefois ajouté, au cours de la période de questions qui a suivi, que les prix canadiens ne seraient pas nécessairement obligés d'atteindre le cours mondial. «Ce que nous voulons, c'est un prix canadien qui permettra aux promoteurs et aux prospecteurs du Canada de maintenir leur niveau actuel d'activité et qui favorisera la réalisation des projets d'exploitation des sables bitumineux et du pétrole lourd.»

Bien entendu, ce n'est pas ce qui se passe maintenant. Tous ces projets sont en suspens.

C'est cependant la politique énergétique globale du gouvernement Trudeau, «ce projet fautif», comme M. Roberts l'a appelée plus tard, qui a été la principale cible de ses critiques.

De nombreux derricks ont déjà été condamnés à l'inactivité à cause de cette politique, a-t-il répété, et certains sont maintenant aux États-Unis.

Je donnerai plus de détails à ce sujet dans quelques instants.

Pour ce qui est de canadieniser l'industrie pétrolière et gazière, le programme «échoue lamentablement».

Il a certes échoué lamentablement. Juste avant la période des questions d'aujourd'hui, nous avons entendu les excellentes statistiques citées par le député de Lethbridge-Foothills (M. Thacker). Il a proposé une motion condamnant le gouvernement et signalant que, lundi dernier, on pouvait voir à Coutts, en Alberta, une file de camions s'étendant sur une distance d'un mille qui s'apprêtait à quitter le Canada. Cela n'a rien à voir avec une attaque contre les multinationales et les magnats du pétrole. Il s'agit de travailleurs canadiens quittant le pays avec leur matériel. Le député de Lethbridge-Foothills a signalé également que, mercredi dernier, 45 camions d'une compagnie pétrolière et 15 autres d'une autre ont quitté le Canada. Cela aura un effet dévastateur sur l'économie canadienne. Tout le monde sera touché, pas seulement les magnats du pétrole et les multinationales. Songez-y! Une file de camions s'étendant sur une distance d'un mille a quitté le Canada. Que ferons les libéraux à ce sujet? Rien du tout.

Le budget, la politique énergétique et ce bill fiscal sont certes excellents pour l'économie, l'économie des États-Unis. Le gouvernement libéral actuel est le meilleur ami que les États-Unis aient jamais eu. Il aide l'économie américaine en favorisant l'exode de nos capitaux.